

RDC : Félix Tshisekedi a prêté serment pour un second mandat

Arrib News, 20/01/2024 – Source AFP Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, largement vainqueur des élections de décembre qualifiées de "simulacre" par l'opposition, a prêté serment ce samedi à Kinshasa. Il repart pour un second mandat de cinq ans, dans un climat politique et sécuritaire tendu.

"Je jure solennellement (...) de défendre la Constitution et les lois de la République, (...), de maintenir son indépendance et l'intégrité de son territoire", a déclaré devant les juges de la Cour constitutionnelle le président réélu avant de recevoir les salutations des chefs coutumiers des 26 provinces du pays. "J'ai conscience de vos attentes", a ensuite déclaré Félix Tshisekedi dans son discours d'investiture, évoquant le chômage, le pouvoir d'achat, les jeunes, les femmes, la cohésion nationale... Comme pour le lancement de sa campagne électorale, "Fatshi", 60 ans, a choisi pour son investiture le stade des Martyrs, plus grande enceinte de Kinshasa, rempli au maximum de sa capacité de 80.000 places. Les animations, avec chanteurs et danseurs, se poursuivaient en attendant l'arrivée de la vingtaine de chefs d'Etat africains annoncés par les autorités. Sa première prestation de serment, en janvier 2019, lorsqu'il succédait à Joseph Kabila (2001-2018) après une élection très controversée, avait eu lieu dans les jardins du palais de la Nation, site très solennel où se tiennent généralement les cérémonies officielles. Fils de l'opposant historique Étienne Tshisekedi, décédé deux ans auparavant, il prenait alors les rênes de l'immense pays d'Afrique centrale, riche en minerais mais à la population majoritairement pauvre, en promettant d'améliorer les conditions de vie des Congolais et de mettre fin à 25 ans de violences armées dans l'Est. Il n'a pas atteint ses objectifs mais a mené campagne, avec force moyens, sur "les acquis" de son premier mandat, tels que la gratuité de l'enseignement primaire, et demandé aux électeurs de lui accorder un second mandat pour les "consolider". La présidence a eu lieu en même temps que les élections législatives, provinciales et locales, un quadruple scrutin qui a donné comme prévu le 20 décembre mais, face aux multiples problèmes logistiques, s'est étalé sur plusieurs jours. Au final, lors d'une élection à un seul tour et face à une vingtaine d'autres candidats, il s'est offert un triomphe, avec plus de 73% des voix. Loin derrière sont arrivés Moïse Katumbi, ancien gouverneur du Katanga (sud-est), avec 18% des suffrages, suivi de l'autre opposant Martin Fayulu (environ 5%). Le Dr Denis Mukwege, prix Nobel de la paix pour son action auprès des femmes victimes de viols de guerre, a officiellement engrangé seulement 0,22% des voix. Ces opposants ont rejeté ces résultats et demandé l'annulation pure et simple des élections. Une manifestation avait été envisagée le 27 décembre mais a été interdite par les autorités et étouffée dans l'après-midi par la police. "Récupérer les territoires" Depuis, les accusations de fraude, tricherie et autre "braquage électoral" ont continué et les craintes de violences demeurent, dans un pays au passé politique très agité. Jeudi, trois opposants, dont Moïse Katumbi et Martin Fayulu, ont rejoint leur appel à l'annulation du vote et demandé aux Congolais de manifester leur mécontentement samedi, jour de l'investiture, là où ils seront, comme ils pourront. Les résultats complets de la présidentielle ont été annoncés le 31 décembre par la commission électorale (CENI) et confirmés le 9 janvier par la Cour constitutionnelle. Entretemps, la CENI, reconnaissant elle-même des fraudes, actes de vandalisme, intimidations et utilisations illégales de machines de vote, annulait le scrutin dans deux circonscriptions et pour 82 candidats aux élections générales, dont trois ministres. Le 14 janvier, la CENI a publié les résultats provisoires des législatives qui, tout en provoquant eux aussi des contestations jusque dans le camp présidentiel, dessinent une majorité pour "l'Union sacrée" formée autour de Félix Tshisekedi. Ces résultats sont publiés alors que les combats dans l'est du pays, qui ont connu une trêve pendant les élections, font de nouveau rage entre l'armée et la rébellion du M23, soutenue par le Rwanda voisin. Depuis la mi-décembre, une force de la Communauté d'Afrique australe (SADC) est en cours de déploiement dans la région, succédant à une force d'Afrique de l'Est congolaise par Kinshasa pour cause de supposée complaisance à l'égard des rebelles. Cette semaine, un officier congolais a dit compter sur elle pour aider la RDC à "récupérer les territoires" occupés.